



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Brésil

La Cour suprême ordonne la levée de la suspension de X
Les 22 millions d'utilisateurs de X (ex-Twitter) au Brésil vont désormais pouvoir se connecter à la plateforme, après la levée de la suspension par un juge de la Cour suprême ... • (Page 08)

Concurrence

Le gouvernement américain recommande des changements à Google
Le gouvernement américain suggère à Google, condamné début août pour monopole, de modifier son modèle et ouvrir... • (Page 08)

Entretien avec Léonard Dossou, coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA • (Page 03,05)

Faire des médias de véritables acteurs de développement



Rapport « Business Ready » • (Page 04)

Yvon Baliki décrypte les points forts et faibles du Togo

CEDEAO

Stratégie de développement du secteur numérique 2024-2029

La 19ème Réunion des Ministres de la CEDEAO en Charge des Télécommunications, TIC et Digitalisation Adopte ... • (Page 02)

Facilité élargie de crédit

Une mission du FMI au Togo du 07 au 18 octobre 2024

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) est présente à Lomé du 07 au 18 octobre 2024. Cette visite vise à examiner l'état ... • (Pages 04)

Nigeria

Hausse de 177% des flux des capitaux étrangers

La hausse des entrées nettes des capitaux étrangers découle essentiellement des réformes engagées progressivement par les autorités ... • (Page 06)

Kozah 1 / 4ème session ordinaire

Les travaux consacrés à l'étude du budget primitif

Le conseil municipal de la commune Kozah 1 a ouvert le lundi 7 octobre à Kara, les travaux de sa 4ème session ordinaire de l'année, consacrés à l'adoption ... • (Page 11)



RETROUVEZ LA NOUVELLE RÉFÉRENCE DE VOTRE BOX
POUR VOUS RÉABONNER ET INTRODUIRE VOS REQUÊTES COMMERCIALES

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

A L'ARRIÈRE DE LA BOX SMS CANALBOX-TG

CEDEAO

Stratégie de développement du secteur numérique 2024-2029

La 19ème Réunion des Ministres de la CEDEAO en Charge des Télécommunications, TIC et Digitalisation Adopte la Stratégie pour le Développement du Secteur du Numérique de la CEDEAO pour la Période 2024-2029.

• Vivien Atakpabem

Cette réunion qui s'est tenue le 4 octobre 2024 à Cotonou au Bénin, a été précédée de la réunion des experts en NTIC des États membres qui s'est tenue, les 2 et 3 octobre 2024. La réunion ministérielle qui a été présidée par Madame Aurélie ADAM SOULE ZOUMAROU, Ministre du Numérique du Bénin a connu la participation du Commissaire Sediko DOUKA en charge des Infrastructures, Energie et Digitalisation de la CEDEAO et des Ministres du Numérique du Cabo Verde, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Léone. Les autres États membres ont également été représentés. A l'issue de la 19e Réunion des Ministres de la CEDEAO en charge des Télécommunications, TIC et Digitalisation, les Ministres ont adopté plusieurs documents clés notamment la Stratégie de développement du secteur numérique de la CEDEAO 2024-2029, le rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Règlement de la CEDEAO sur l'itinérance, ou encore la directive sur l'adoption et la mise en œuvre de mesures de renforcement de la confiance dans le domaine des cyber/TIC dans l'espace CEDEAO. Plusieurs recommandations ont été faites à l'issue de cette réunion Ministérielle. La Commission de la CEDEAO a été invitée à faciliter l'organisation d'un atelier pour le comité technique régional sur l'itinérance à Cabo Verde d'ici fin novembre 2024 afin de permettre la vérification par toutes les ANR de la mise en œuvre bilatérale du



Règlement par les opérateurs de téléphonie mobile à Cabo Verde. La cybersécurité étant une question qui évolue rapidement, les États membres de la CEDEAO ont été invités à mettre en œuvre la directive relative à l'adoption et à la mise en œuvre de mesures de renforcement de la confiance dans le domaine des cyber/TIC dans l'espace CEDEAO sans délai dès sa publication afin de renforcer la cybersécurité régionale. Ils doivent également continuer à travailler ensemble pour assurer la mise en œuvre intégrale du Règlement sur l'itinérance par tous les opérateurs de téléphonie mobile en fin 2025 et mener des enquêtes auprès des ménages pour l'indicateur de pénétration de l'internet. De manière plus globale, les Ministres ont recommandé que tous les États membres soient encouragés à ratifier les conventions internationales, notamment la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo) et la Convention sur la cybercriminalité (Convention de Budapest, STE n° 185) et ses Protocoles. Ont également participé à la réunion, les représentants des organisations partenaires telles que

le GIZ et l'Assemblée des Régulateurs des Télécommunications de l'Afrique de l'Ouest (ARTAO). La cérémonie d'ouverture de cette réunion a été marquée par 3 allocutions. D'abord le mot de bienvenue du Commissaire Sediko DOUKA, qui, au nom de S.E Dr Omar Aliou TOURAY, Président de la Commission de la CEDEAO, a remercié le Bénin, son Chef de l'Etat et son gouvernement pour les efforts considérables déployés dans la conduite avec succès des dossiers régionaux pour le bien-être et la prospérité des citoyens de de la Communauté. Selon le Commissaire DOUKA : « le secteur des télécommunications, des technologies de l'information et de la communication (TIC), et de l'économie numérique, dispose de la capacité de pouvoir remodeler le développement, en particulier dans les marchés émergents et les économies en développement, et en conséquence est en train de révolutionner le monde en appuyant quasiment toutes les activités socio-économiques en tant que vecteur d'intégration, de croissance durable, et d'inclusion financière et sociale, offrant ainsi des perspectives et opportunités attrayantes ».

AUX DECIDEURS ...

De la résilience de l'économie togolaise

Le Togo continue de montrer des signes remarquables de résilience économique, malgré un environnement international perturbé par la pandémie de COVID-19 et les crises géopolitiques. La récente session ordinaire du Conseil National du Crédit (CNC), tenue le 4 octobre 2024 à Lomé a été l'occasion de faire un point détaillé sur la situation économique et financière du pays. Les conclusions de cette réunion révèlent un pays en pleine transformation économique, mais qui reste confronté à des défis importants, en particulier dans le secteur financier.

Le premier enseignement de cette session est la confirmation de la solidité de l'économie togolaise. En dépit des chocs externes, le Togo enregistre une progression constante de son taux de croissance économique, attendu à 6,6% en 2024 après avoir atteint 6,4% en 2023 et 5,8% en 2022. Cette performance est attribuée aux réformes engagées dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025, une stratégie qui vise à moderniser l'économie et à diversifier les sources de croissance.

Le secteur tertiaire continue de jouer un rôle moteur dans cette dynamique, soutenu par les initiatives gouvernementales dans les domaines de l'infrastructure, des services financiers et du commerce. Cette dynamique de croissance est également renforcée par une augmentation des crédits accordés aux opérateurs économiques, qui ont atteint 1 968 milliards FCFA à la fin juin 2024, avec 90% de ces financements destinés au secteur privé.

Un autre point marquant de la session du CNC est l'avancée spectaculaire en matière d'inclusion financière. En 2023, 88% de la population togolaise avait accès aux services financiers, consolidant la position du pays comme leader régional en matière de bancarisation. Cet accès élargi aux services financiers a permis de stimuler les activités économiques, notamment dans le secteur informel et auprès des petites et moyennes entreprises (PME).

Si l'économie togolaise montre des signes de solidité, des menaces subsistent. La prolifération des structures illégales de collecte d'épargne, qui met en péril la stabilité du système financier, a été un sujet central de cette session du CNC. En réponse, un mécanisme d'alerte précoce est en cours de développement pour protéger les épargnants et renforcer la confiance dans le système financier. La création de l'Observatoire de la Qualité des Services Financiers (OQSF-TG) s'inscrit dans cette même logique de protection des usagers, en offrant un cadre pour évaluer et améliorer les services financiers offerts aux citoyens.

Les résultats de cette session du CNC montrent que le Togo est bien engagé sur la voie de la reprise économique et de la modernisation de son secteur financier. Les réformes entreprises ont permis de créer un environnement propice à la croissance, tout en renforçant la résilience du pays face aux chocs externes. Cependant, la poursuite des réformes est indispensable pour relever les défis qui subsistent, notamment en matière d'accès au financement pour les petites entreprises et les populations rurales.

Le renforcement des outils de régulation, comme l'OQSF-TG et le mécanisme d'alerte précoce, témoigne de la volonté des autorités togolaises de structurer davantage le secteur financier pour garantir sa stabilité à long terme. En parallèle, les efforts pour soutenir l'inclusion financière et améliorer l'accès au crédit dans les zones rurales sont essentiels pour encourager une croissance inclusive.

Si les résultats actuels sont encourageants, il ne faut pas sous-estimer les défis à venir. Le succès des réformes dépendra de la capacité du gouvernement à maintenir un environnement macroéconomique stable, tout en poursuivant les efforts pour diversifier les sources de croissance et améliorer la qualité des services publics.

En somme, le Togo se trouve à un moment charnière de son développement économique. Les avancées réalisées jusqu'ici sont notables, mais des efforts soutenus sont encore nécessaires pour garantir une croissance durable et inclusive. Le CNC, en tant qu'institution régulatrice, continuera de jouer un rôle clé dans cette dynamique en assurant la stabilité du secteur financier et en promouvant des réformes adaptées aux réalités économiques du pays.

M.T

Image du jour

Séance d'information
Comment participer à WIDU ?
Organisée en ligne le 10 octobre 2024 à 14h (GMT)

Promotion des micro et petites entreprises en Afrique en collaboration avec la diaspora en Europe

Plus d'informations sur www.widu.africa

Le meilleur moyen pour soutenir vos proches !

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Entretien avec Léonard Dossou, coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA

Faire des médias de véritables acteurs de développement

Dans une interview accordée à Sidwaya, Léonard Dossou, coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA, souligne l'importance du journalisme économique et financier pour le développement des pays de l'espace UEMOA. Il déplore la prédominance du journalisme politique dans la région, mettant en avant la nécessité pour les médias économiques de jouer un rôle clé en fournissant des informations fiables et analysées sur les questions économiques et financières. Selon lui, contrairement aux pays anglophones où ce type de journalisme est bien financé par de grands groupes, les médias économiques francophones manquent de soutien. Mr. Dossou insiste sur le fait que les acteurs économiques et les États devraient collaborer davantage avec les médias pour accompagner leur rôle dans le développement socio-économique. Il souligne également la nécessité de renforcer les capacités des journalistes, notamment par des formations spécifiques. La fiscalité imposée aux médias est également critiquée, car elle ne prend pas en compte leur rôle social. Il appelle à une révision de cette fiscalité, plaidant pour une approche qui soutienne les médias comme de véritables acteurs de développement.



• Le directeur général du groupe de presse L'Economiste du Bénin, Léonard Dossou : « il nous faut une fiscalité adaptée, qui tient compte de notre rôle social ».

En marge de l'atelier de sensibilisation des journalistes sur les chantiers de l'UEMOA, tenu du 9 au 13 septembre 2024, à Ouagadougou, Sidwaya a tendu son micro au Coordonnateur de la Plateforme des Médias de l'UEMOA, Léonard Dossou, par ailleurs directeur général du Groupe de presse L'Economiste du Togo, du Bénin, du Mali, du Niger et du Sénégal. Dans cet entretien, M. Dossou aborde la problématique de la spécialisation, la place et le rôle du journalisme économique et financier dans le développement de nos États. Il y évoque également les facteurs explicatifs du faible développement des médias économiques et financiers en Afrique francophone, le partenariat entre la Plateforme et la Commission de l'UEMOA, la nécessité d'adopter une fiscalité spécifique applicable aux entreprises de presse.

Sidwaya (S) : Quel regard portez-vous sur le journaliste financier économique dans notre espace communautaire ?

Léonard Dossou (L.D.) : Le journaliste économique et financier dans notre espace fait son petit bonhomme de chemin. Mais, pour la petite expérience, le journalisme politique ou les médias orientés vers la politique occupent plus de place dans notre espace communautaire que le journaliste économique et financier.

Le journalisme économique et financier a beaucoup d'exigences, demande beaucoup de compétences, de moyens de fonctionnement. Un journaliste politique peut rester dans son bureau et produire un article. En journalisme économique, nous avons besoin de données, des chiffres fiables, de plus d'investigations pour mieux fournir des informations. Nous avons besoin de plus d'acteurs qui se forment dans ce genre de journalisme pour fournir des informations fiables aux populations et aux décideurs et cela demande plus de professionnalisme, plus de compétences.

S : Le journaliste économique et financier est-il essentiel pour le développement de nos pays ?

L. D. : Le journalisme économique et financier a un rôle très important à jouer pour accompagner les pouvoirs politiques, le secteur privé, l'entrepreneuriat... tout ce qui est développement dans nos pays. Le rôle des médias en général est l'accompagnement du développement de nos pays, mais plus encore pour le journaliste économique et financier, qui, avec la publication des données, des investigations, des productions dynamiques, a un grand rôle à jouer pour le développement de notre espace communautaire. Et cela à travers les avis, les analyses, le décryptage des rapports des institutions internationales sur la situation économique de notre espace communautaire.

S : Contrairement en Afrique anglophone, le journalisme économique et financier est peu développé dans les pays francophones. Qu'est-ce qui explique cet état de fait ?

L. D. : Le journalisme économique et financier est plus développé dans les pays anglophones que francophones. Dans ces pays, les médias économiques et financiers sont financés par de grands groupes financiers, de grandes entreprises, de grands holdings. Vous entendez parler de grands médias comme Financial Times aux Etats-Unis. Ils sont appuyés par de grands groupes financiers privés. Cet appui financier que les médias ont dans les pays anglophones, nous ne l'avons pas dans notre espace communautaire. Des pays comme le Ghana, le Kenya, le Nigéria sont des économies fortes, dynamiques, qui ont besoin de l'accompagnement des médias pour se développer. Nous invitons les acteurs économiques de nos pays à penser à une collaboration, à un partenariat avec le secteur des médias économiques et financiers pour inverser la donne dans notre espace communautaire.

S : Autrement, on peut dire que dans ces pays anglophones, les acteurs ont bien cerné très tôt l'importance des médias spécialisés...

L. D. : Evidemment. Quand je lançais l'Economiste du Bénin, un directeur général qui n'est plus de ce monde m'a dit qu'un pays sans un média économique spécialisé ne connaîtra pas le développement. C'est pour tout dire l'importance de ce type de média. Dans les pays anglophones, les acteurs économiques, le secteur privé ont bien compris que sans les médias économiques et financiers, le développement sera difficile. Ils ont perçu, le rôle de boosteur de développement économique et social que jouent les médias spécialisés en économie et finance. C'est pourquoi, ils mettent les moyens financiers et techniques pour les accompagner.

S : A Bloomberg, on considère le journalisme économique comme un bien public. Au regard cette utilité publique, au-delà des journalistes et des rédactions, les États et les organisations régionales n'ont-ils pas un rôle à jouer dans le renforcement des capacités des journalistes en matière de traitement de l'information économique et financière pour ainsi les accompagner vers la spécialisation ?

L. D. : Ce grand rôle échoit surtout à l'Etat. N'oubliez pas que les médias sont appelés quatrième pouvoir. Comme les autres pouvoirs, les médias ont besoin d'être accompagnés, financés par l'Etat, d'être reconnus comme un acteur principal de développement. Malheureusement, dans notre espace communautaire, beaucoup d'Etats n'ont pas compris qu'il faut accompagner les médias, surtout spécialisés. Je remercie le président de la Commission de l'UEMOA (ndlr : Abdoulaye Diop) qui a vite compris qu'il faut accompagner les médias, renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent jouer leur rôle dans l'information et la sensibilisation des populations, dans le processus d'intégration sous régionale, de réformes, de développement dans notre espace communautaire. Ce travail de renforcement des capacités est capital. Les médias dans nos pays n'ont pas toujours les compétences nécessaires pour faire de grandes investigations, des enquêtes économiques, financières.

S : En lieu et place de cet accompagnement et de voir en les médias comme un acteur de développement, sous nos tropiques, les administrations publiques et privées ont de la méfiance vis-à-vis de la presse ...

L. D. : C'est une erreur que les gens font. Dans nos pays, les gens n'ont pas encore la culture de la transparence. Quand vous ne faites pas les choses dans les règles de l'art, naturellement, vous aurez peur de la presse. Les cadres de nos administrations qui ont fait les pays occidentaux comme les Etats-Unis ont compris le sens de la collaboration qui doit exister avec les médias. Chacun joue son rôle pour le développement de nos pays. Et celui qui n'a rien à se reprocher ne peut pas avoir peur de collaborer avec les médias. Les médias aident souvent à dénouer certaines situations, à promouvoir les jeunes entrepreneurs, etc.

Suite à la page 5

Rapport « Business Ready »

Yvon Baliki décrypte les points forts et faibles du Togo puis propose

Business Ready (B-Ready) est le nouveau rapport sur l'environnement des affaires qui succède au fameux « Doing Business » de la Banque Mondiale. Cette nouvelle publication donne un aperçu sur le climat des affaires de 50 économies en se basant sur trois piliers : cadre réglementaire, services publics et efficacité opérationnelle. Sur les 15 économies africaines auditées, le Togo a eu un score très honorable au niveau des trois piliers. Le Gouvernement s'en réjouit. Yvon Baliki, spécialiste en service financier principalement sur la qualité de la réglementation relative aux paiements électroniques et Country Manager de CinetPay Togo a félicité les gouvernants. Néanmoins, il fait quelques propositions pour l'amélioration de certains secteurs.

L'économiste du Togo : Présentez-vous à nos lecteurs ?

Yvon Baliki : Je suis Yvon Baliki, spécialiste en service financier principalement sur la qualité de la réglementation relative aux paiements électroniques et Country Manager de CinetPay Togo une Fintech Africaine spécialisée dans le développement des solutions de paiement en ligne par mobile money et carte bancaire présente dans 10 pays d'Afrique.

Le tout nouveau rapport « Business Ready » qui a remplacé « Doing Business » vient d'être rendu public. Le Togo fait partie des 15 pays africains de la cinquantaine de pays évalués à travers le monde. Le Togo occupe le 1er rang en Afrique de l'Ouest et le 3e rang en Afrique subsaharienne. Qu'elle est votre première impression ?

Avant tout propos, il faut rappeler que le classement est basé sur trois piliers clés (Cadre réglementaire, Services publics et l'efficacité opérationnelle) abordant 10 thèmes et s'est fait par économies, régions ou groupes de revenus. La divergence des opinions sur le classement des uns et des autres peut venir des biais d'interprétation des résultats dudit rapport de tout un chacun.

Pour avoir fait une analyse approfondie du rapport B-READY ; le Togo est bel et bien classé 3eme des pays d'Afrique Subsaharienne ayant participé au rapport B-READY avec un score de 64,36/100 derrière le Rwanda (81,31/100) et l'île Maurice (69,79/100). Mais précisons-le ; c'est uniquement sur le pilier 3 de "l'efficacité opérationnel" tous domaines confondus et non sur l'ensemble des trois piliers du rapport.

Selon vous, quels sont les bons points pris par le Togo dans ce rapport que vous appréciez particulièrement ?

Le Togo est 2eme (69,03/100) sur le pilier 1 (cadre réglementaire) tous domaines confondus derrière le Rwanda (70,35/100) en Afrique subsaharienne sur l'ensemble des pays ayant participé au rapport. Le cadre réglementaire est un facteur extrêmement important pour moi.

En plus, il faut souligner qu'en Afrique de l'Ouest, parmi les pays ayant participé au rapport (CIV, GHANA, GAMBIE, SIERRA LEONE, TOGO), le Togo est 1er sur tous les trois piliers tous domaines confondus du rapport B-READY (69,03 ; 49,58 et 64,36 respectivement sur les piliers 1, 2 et 3). Ce qui lui fait donc une note globale de 61 sur l'ensemble



des trois piliers. C'est une reconnaissance majeure et je m'en réjouis sincèrement.

Quelles sont les incidences de ses avancées dans votre secteur d'activité ?

Ces avancées ne pourront avoir que des incidences positives sur nos activités à CinetPay surtout que nous sommes principalement dans un business model B2B & B2G. A titre d'exemple, le Togo a obtenu les meilleurs résultats dans les domaines de la création d'entreprises, du règlement des différends et de l'emplacement des entreprises. Cela montre que dans ces domaines, les entreprises étrangères ne sont pas confrontées à des restrictions à l'entrée sur le marché et c'est une bonne chose pour le secteur privé et surtout pour les investisseurs étrangers intéressés par le marché togolais. Les avancées technologiques combinées à la facilité de création d'entreprises ne peuvent être qu'un tremplin pour nous à CinetPay pour faire développer le business au Togo.

Quelle faiblesse révèle le rapport sur le Togo surtout liée à votre domaine d'activité ?

Malheureusement le rapport met en exergue le fait que le Togo ait obtenu les scores les plus bas dans le domaine des services financiers englobant notre secteur d'activité fintech plus précisément les paiements en ligne avec soit un score de 24,5/50. Ce qui a le plus attiré mon attention et qui m'a le plus attristé c'est le très faible niveau d'utilisation des paiements électroniques en cash in et cash out avec un score de 0,6/20. Mais j'ai foi que nous ferons mieux dans les années à venir.

Quels sont les pistes de solution que vous proposez à l'Etat en vue de faire face à ces points faibles ?

Je profite déjà de l'occasion pour féliciter le travail que le ministère de l'économie numérique et de la transformation digitale effectue au travers de l'Agence Togo Digital et ses partenaires techniques notamment sur la digitalisation des services publics. C'est encore l'occasion pour nous de lancer un appel à l'Etat au **renforcement davantage des infrastructures technologiques**. Le manque d'infrastructures fiables pour les paiements électroniques, notamment l'accès à une connexion internet de qualité, constitue une barrière majeure. Aussi, il faudrait mettre en place des programmes de **sensibilisation et d'éducation financière** puisque beaucoup de Togolais(e)s à priori n'utilisent pas les paiements électroniques par manque de connaissances ou par méfiance. Définir des stratégies de réduction des coûts et des barrières d'entrée car l'un des freins à l'adoption des paiements électroniques est souvent le coût élevé des transactions ou les frais cachés. L'Etat pourrait encourager des régulations visant à réduire ces coûts au niveau des telcos, notamment en subventionnant certains types de transactions pour inciter à leur usage. Pour finir, il pourrait être intéressant de mettre en place des **incitations fiscales et partenariats public-privé** ou le gouvernement pourrait offrir des incitations fiscales aux commerçants et entreprises qui adoptent les paiements électroniques. En parallèle, les partenariats avec des entreprises privées, notamment les fintechs comme CinetPay, pourraient accélérer l'innovation et la diffusion des services de paiement électronique à travers des solutions accessibles et abordables.

Propos recueillis par Midas Tigossou

Facilité élargie de crédit

Une mission du FMI au Togo du 07 au 18 octobre 2024

Une mission du Fonds Monétaire International (FMI) est présente à Lomé du 07 au 18 octobre 2024. Cette visite vise à examiner l'état d'avancement du programme économique appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), signé en décembre 2023 pour une durée de 42 mois et d'un montant de 390 millions de dollars.

● Joël Yancko

Près d'un an après la conclusion d'un nouvel accord entre le Togo et le Fonds Monétaire International (FMI) au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), une mission du FMI séjourne au Togo du 07 au 18 octobre 2024. L'accord initial, signé en décembre 2023, prévoit une enveloppe de 390 millions de dollars destinée à soutenir les dépenses urgentes, y compris celles liées à la sécurité et à la stabilité sociale. Dirigée par Hans Weisfeld, l'équipe du FMI procède à la première revue du programme de réformes mis en place par

les autorités togolaises pour préserver la stabilité macro-économique et renforcer la viabilité de la dette. Durant leur séjour, la mission mènera des discussions avec plusieurs parties prenantes sur des questions telles que l'exécution budgétaire jusqu'à septembre 2024, les recettes non fiscales et l'état de la dette. Des entretiens sont également prévus avec les représentants de la Banque mondiale pour évaluer les perspectives économiques à court et moyen terme. La présente mission du FMI intervient à un moment où le Togo doit démontrer sa capacité à respecter les engagements pris lors de l'accord de la FEC. Le programme de réformes lancé en 2023 vise non seulement à consolider la



situation budgétaire, mais aussi à renforcer la gouvernance, la transparence et attirer les investissements privés. Les discussions avec le FMI et d'autres partenaires financiers, comme la Banque mondiale, jou-

ront un rôle important dans la mise en œuvre effective de ces réformes. La première revue permettra ainsi de faire le point sur les performances économiques récentes du pays, de suivre l'évolution des indicateurs et de procéder à des

ajustements si nécessaires. Ce contrôle permettra d'assurer que les fonds alloués sont utilisés à bon escient, notamment pour soutenir les dépenses publiques prioritaires. Pour rappel, En décembre 2023, le Togo et

le FMI sont parvenus à un accord pour un programme de 42 mois, soutenu par une enveloppe de 390 millions de dollars. Cet accord a pour objectif de répondre aux besoins pressants du pays en matière de sécurité, mais également de garantir une croissance économique plus inclusive et durable. La mission actuelle du FMI à Lomé marque la première étape dans l'évaluation des progrès réalisés par le gouvernement togolais dans l'exécution de ce programme de réformes. À la fin de la mission, une déclaration officielle de M. Hans Weisfeld est attendue pour informer l'opinion publique des conclusions tirées de cette revue.

Suite de la page 3**S : Que faire pour un journalisme économique et financier de qualité en Afrique francophone ?**

L. D. : C'est d'abord de sensibiliser les différents acteurs, l'Etat, le secteur privé, les faïtières des médias de notre espace communautaire pour que les gens comprennent la nécessité de collaborer, de travailler avec les médias à travers le renforcement de leurs capacités, des formations régulières, la mise à disposition des informations. L'un des gros problèmes que nous avons est l'accès aux sources d'information. Mais, avec la collaboration que nous avons avec la Commission de l'UEMOA, cette difficulté est en train d'être résolue. Elle met gratuitement à notre disposition des rapports, des statistiques... Il faut donc sensibiliser les Etats, le secteur privé, les chambres de commerce, les différents patronats de nos différents pays pour qu'ils comprennent qu'ils ont besoin nous et vice-versa.

S : Au-delà de ces acteurs, la spécialisation est avant tout une question de volonté personnelle, celle du journaliste...

L. D. : Les journalistes sont des grands acteurs et chacun fait ses choix. En politique, il est plus facile de se faire de l'argent avec les politiciens qu'en économie. Nous avons suffisamment expérimenté les médias généralistes. Il nous faut maintenant des médias spécialisés pour mieux accompagner le développement de nos pays. Il nous faut des journalistes spécialisés en économie, finances, environnement, changement climatique, TIC... pour mieux traiter l'information, pour mieux éclairer la conscience des populations.

S : Vous êtes le coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA. Présentez-nous cette plateforme et dites-nous ce qui a motivé sa création.

L. D. : C'est une association interprofessionnelle des médias de notre espace communautaire pour mieux accompagner les acteurs du développement social et économique dans l'UEMOA. Elle a été mise en place depuis juillet 2021 à Ouagadougou, à l'issue d'une assemblée générale constitutive. Elle est née de la volonté des médias d'avoir un accès aux sources d'information. La Commission et les différents organes de l'UEMOA font beaucoup de réalisations, disposent de nombreux rapports qui ne sont bien exploités, donc peu connus. L'idée de la création de cette organisation remonte en 2019 à Abidjan, à l'issue de la conférence des chefs d'Etat. Nous avons trouvé qu'il était opportun de nous mettre ensemble en tant que médias spécialisés en économie et finance afin de mieux mutualiser nos compétences, nos talents, nos énergies. Depuis lors, chaque année, nous avons des rencontres d'échanges, de sensibilisation sur les grands chantiers de l'UEMOA. Aujourd'hui, la plateforme est en train d'être un véritable outil de développement de notre espace communautaire.

S : Quels sont les projets de la Plateforme ?

L. D. : Je remercie le président Diop de la Commission de l'UEMOA qui a une oreille attentive par rapport à



nos préoccupations. Nous lui sommes reconnaissants pour les sessions de renforcement de capacités que la Commission organise depuis quatre ans au profit des journalistes de notre espace. A court terme, c'est



● *La Plateforme des médias de l'UEMOA est une association interprofessionnelle des médias pour mieux accompagner les acteurs du développement social et économique dans l'Union.*

l'acquisition de l'agrément de notre Plateforme qui est en cours. D'ici, l'année prochaine, nous envisageons organiser un colloque sur la problématique de la contribution des médias au développement socioéconomique de notre espace communautaire. Ensuite, nous voulons renforcer la Plateforme à travers des formations au profit de ses membres, organisées

en partenariat avec d'autres institutions de la sous-région comme la BOAD, la BRVM, la CCR-UEMOA, la CRRH – UEMOA, etc. L'objectif étant que nous soyons au cœur de l'information économique et financière dans notre sous-région.

S : Depuis sa création, votre Plateforme bénéficie de l'accompagnement de la Commission de l'UEMOA. Pouvez-vous nous en dire plus sur ce partenariat qui vous lie à cette organisation sous régionale ?

L. D. : Le président et l'équipe de la direction de la communication de la Commission de l'UEMOA ont compris



l'enjeu de cette collaboration avec les médias de tous les huit pays membres de l'Union, la nécessité de nouer ce partenariat avec la Plateforme. Depuis 2020, chaque année, nous avons une session de formation ou de sensibilisation sur les grands chantiers, projets, programmes de l'UEMOA. Près d'une quarantaine de journalistes des huit pays y participent. Ils ont compris qu'il n'y a pas d'intégration sans les médias. Ce sont les médias qui informent, sensibilisent les populations, travaillent à ce que le développement se concrétise sur le terrain.

La Commission et les différents organes et représentations nationales font beaucoup de choses qui sont peu connues des populations. Il n'y a pas de développement, d'intégration sous régionale sans implication des populations. Et les populations ne s'impliquent que si elles sont informées de ce qui se fait à leur profit.

S : Vous êtes à la tête du Groupe de presse L'économiste qui tient la route depuis des années. Quel est votre secret, quand on sait les difficultés (économiques, financières...) que traversent les entreprises de presse en Afrique ?

L. D. : Le groupe de presse L'Economiste a fêté ses 10 ans en septembre 2022 à Cotonou. Le groupe est né en 2012. J'ai fait 10 ans dans l'un des plus grands médias du Bénin, Le Matinal, un média généraliste. J'ai constaté que tout le monde se ruait vers le journalisme politique.

Je me suis demandé à savoir si nous pourrions contribuer efficacement au développement de notre pays, si tout le monde fait du journalisme politique. C'est ainsi que l'idée de créer un média spécialisé est née. Au début, l'initiative de la création d'un média spécialisé n'a pas été facile. J'ai dû vendre un de mes biens immobiliers.

Aujourd'hui, le groupe a grandi. En 2019, nous avons créé L'Economiste du Togo à Lomé ; et les autres, L'Economiste du Niger, du Sénégal et du Mali en 2020.

S : Un média est une entreprise comme toute autre qui a des charges fixes incompressibles à gérer. Certains ne comprennent pas cela et veulent communiquer gratuitement à travers les médias. Cet état d'esprit ne constitue-t-il pas un problème ?

L. D. : Malheureusement, beaucoup ne comprennent pas qu'une entreprise de presse est une entreprise en bonne et due forme et qu'il faut payer ses services pour l'aider à exister et à continuer à jouer son rôle social. Pire, la fiscalité dans nos Etats ne tient pas compte de l'important rôle que les médias jouent dans la société.

S : Vous êtes donc de ceux qui soutiennent qu'il faudrait appliquer une fiscalité différentielle, spécifique aux entreprises de presse ?

L. D. : En tant que 4e pouvoir, nous accompagnons l'Etat dans l'information, l'éducation des populations. Nous sommes d'accord que nous devons payer les impôts mais on ne doit pas mettre les médias sur le même pied d'égalité qu'une entreprise de fabrication de bonbons ou de beignets. Les médias sont la seule entreprise au monde dont le produit fini touche la conscience humaine. Le rôle que nous jouons en matière d'éducation des populations relève de la compétence régaliennne de l'Etat. De ce fait, il nous faut une fiscalité adaptée, qui tient compte de notre rôle social. Je pense que c'est une problématique que nous allons poser au niveau de la Commission de l'UEMOA pour voir dans quelle mesure, elle peut nous aider à sensibiliser les Etats membres sur la nécessité d'améliorer cette fiscalité qui est aujourd'hui imposée aux médias et qui les tue !

*Mahamadi SEBOGO
Windmad76@gmail.com*



Nigeria

Hausse de 177% des flux des capitaux étrangers au 1er semestre 2024

La hausse des entrées nettes des capitaux étrangers découle essentiellement des réformes engagées progressivement par les autorités pour parvenir à un taux de change déterminé par les forces du marché.

Les flux de capitaux étrangers reçus par le Nigeria au premier semestre 2024 ont enregistré une augmentation de 177% par rapport à la même période de 2023, pour s'établir à 5,98 milliards de dollars, selon des données publiées le mardi 8 octobre par le Bureau national des statistiques (NBS). Cette hausse a été essentiellement favorisée par le retour des investisseurs de portefeuille dans la foulée de l'assouplissement du contrôle des changes décidé par le gouvernement, a-t-on ajouté de même source. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont été les plus grandes sources de capitaux étrangers captés par le Nigeria entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours, alors que le secteur bancaire a reçu la majeure partie des investissements de portefeuille. Suite à l'arrivée au pouvoir du pré-



sident Bola Tinubu en mai 2023, une réforme en profondeur du régime de change a été lancée, avec l'objectif de revenir à un taux de change déterminé par le marché. Dans ce cadre, le naira a été dévalué à deux reprises dans le but de refermer l'écart entre le taux de change officiel et le taux qui prévalait sur le marché parallèle. Les autorités ont également mis un terme au plafonnement des taux de change sur les transactions interbancaires ainsi que sur les opérations internationales

de transfert d'argent. La Banque centrale du Nigeria a relevé ses taux d'intérêt à cinq reprises depuis le début de l'année en cours, afin de lutter contre l'inflation et d'attirer les investisseurs de portefeuille avides de rendements. L'institution prévoit aussi d'automatiser les transactions en devises étrangères à partir de décembre 2024, afin d'améliorer la transparence et d'éliminer les distorsions résiduelles sur le marché de change.

Avec Agence Ecofin

Bénin

Le FAD contribue à moderniser l'activité agricole dans la vallée de l'Ouémé

Aux premières lueurs du jour, le soleil pointe déjà ses rayons à Djeffa, petite commune de l'arrondissement de Sèmè-Podji, dans le sud-est du Bénin. La main devant les yeux pour se protéger de la lumière crue du matin, Justine Gantekpin observe l'étendue de sa ferme maraîchère.

● Junior Aredola

Il y a encore quelques années, cette agricultrice âgée de cinquante ans disposait d'une petite surface cultivée. Aujourd'hui, elle exploite deux hectares de terre. Ses plants de tomates, d'aubergines et de salade bénéficient d'un arrosage régulier grâce à un forage construit dans les environs et à l'installation de tuyaux de qualité. « Ce projet a été très bien pensé et mis en œuvre. J'en suis fière ! Il a mis à notre disposition les moyens matériels adéquats pour réaliser une agriculture moderne. Aujourd'hui, nos activités ont prospéré », se réjouit-elle. À une dizaine de mètres de Justine, Jean Loupeda arpente sa parcelle, satisfait lui aussi de l'appui qu'il a reçu pour exploiter son potager. « Avant, j'avais un sérieux problème de main d'œuvre. Pour arroser un hectare, il fallait employer au moins six ouvriers durant six heures. Grâce au matériel déployé par le projet, je n'ai besoin que de deux ouvriers seulement. Cela me fait gagner du temps, de l'énergie et de l'argent », confie Jean. « Le projet ne s'est pas arrêté



là, poursuit-il. Au moment où nous avons eu du mal à acheter des intrants, le projet nous a apporté un appui salutaire. Nous travaillons maintenant avec beaucoup plus de facilité. Tout cela nous a permis de stimuler notre production, tout en faisant des économies. » Comme d'autres agriculteurs de la région, Justine et Jean bénéficient du Projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la vallée de l'Ouémé (PAIA-VO). Lancé en 2014 et financé à hauteur de 63,63 millions d'euros par le Fonds africain de développement, le projet a couvert 14 communes situées dans les départements de l'Ouémé, du Zou et de l'Atlantique, en bordure du Golfe de Guinée. En favorisant la promotion de trois filières porteuses, le riz, le maïs et le maraîchage, le projet, financé par le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement, a permis notamment de réaliser des aménagements hydro-agricoles pour sécuriser les pro-

ductions et de construire des infrastructures de stockage et de commercialisation pour assurer une meilleure prise en compte des chaînes de valeur. Au terme du projet en décembre 2023, la production agricole vivrière (riz, maïs) additionnelle produite est passée de 70 100 tonnes avant le projet à 90 300 tonnes pendant les campagnes 2021-2022 et 2022-2023. Le revenu annuel moyen des producteurs rizi-coles a fortement progressé, passant de quelque 108 euros à 358 euros, pour un objectif initial de 220 euros. « Le projet nous a permis de développer notre productivité, témoigne Enock Koumagnon, agriculteur à Sèmè-Podji. Nous avons pu scolariser nos enfants et les inscrire dans de grandes universités. Moi qui suis un paysan, j'ai pu envoyer mes enfants à l'université... C'est vous dire si ce projet nous a fait du bien ! Nous pouvons dire que le projet est notre bienfaiteur. »

Infrastructures

Les entreprises coréennes invitées à investir en Afrique

Solomon Quaynor, vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement chargé du Secteur privé, de l'Infrastructure et de l'Industrialisation, a effectué récemment une visite de deux jours en Corée du Sud, où il a souligné le rôle crucial des partenariats public-privé (PPP) dans le développement des infrastructures en Afrique.

● Junior Aredola

Au cours de sa visite qui s'est déroulée les 9 et 10 septembre derniers, M. Quaynor a prononcé un discours au GICC 2024 (Global Infrastructure Cooperation Conference) et s'est entretenu avec des dirigeants d'agences gouvernementales coréennes et du secteur privé. Il les a encouragés à explorer les vastes opportunités d'investissement en Afrique et a mis l'accent sur le prochain Africa Investment Forum (AIF), qui se tiendra du 4 au 6 décembre 2024 à Rabat, au Maroc. « Un des principaux obstacles à l'expansion des partenariats public-privé et des investissements du secteur privé est la perception d'un risque élevé », a déclaré M. Quaynor aux participants du GICC. « Cependant, l'Afrique s'est imposée comme un acteur de premier plan dans le secteur des infrastructures, notamment en matière de PPP », a-t-il ajouté, citant le classement de Moody's Analytics qui place le continent parmi les mieux classés en matière de taux de défaut sur une analyse rétrospective de dix ans. Le GICC, accueilli par le ministère coréen des Terres, de l'Infrastructure et des Transports et soutenu par le ministère des Affaires étrangères, était organisé par l'International Contractors Association of Korea. L'événement vise à stimuler les



contrats à l'étranger pour des entreprises coréennes et à promouvoir des partenariats avec des institutions financières internationales dans le domaine du développement des infrastructures. M. Quaynor était accompagné de membres du personnel du Bureau de représentation extérieure de la Banque en Asie. M. Quaynor a indiqué que la Corée figurait parmi les six premiers pays non africains à soutenir le développement d'infrastructures durables et résilientes en Afrique via des projets souverains financés par le Groupe de la Banque africaine de développement. Il a noté que 69 projets régionaux et continentaux prioritaires, approuvés récemment par le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), d'une valeur estimée à 160 milliards de dollars dans les transports, l'énergie, les TIC et l'eau, présentaient des opportunités significatives pour les entrepreneurs coréens dans les infrastructures jusqu'en 2030. Lors d'une rencontre entre les membres de la délégation du Groupe de la Banque et M. Kwanghyo Ko, commissaire du

Service coréen des douanes (KCS), les deux parties ont signé un aide-mémoire sur la réforme et la modernisation des douanes, initialement convenu en juillet 2024. La réunion comprenait une visite du Customs Express Logistics Center de l'aéroport d'Incheon et des discussions avec la Customs Uni-Pass International Agency et le Korea Customs and Trade Development Institute. M. Quaynor a eu également des discussions bilatérales avec des cadres dirigeants d'entreprises coréennes ayant investi de manière significative en Afrique, notamment Daewoo E&C, qui opère en Afrique depuis 30 ans, Dohwa Engineering et Samsung C&T. Les discussions ont porté sur les collaborations potentielles, l'amélioration de l'exécution des projets et l'expansion des futures entreprises en Afrique. Les dirigeants du secteur privé et les représentants du gouvernement coréen ont félicité la Banque africaine de développement pour son 60e anniversaire, un jalon qui a été souligné tout au long des leurs interactions avec M. Quaynor le 10 septembre dernier.

Nigeria

Le gouvernement a approuvé un financement de 500 millions \$ pour 2 routes

L'approbation de ce financement de 500 millions \$ par l'Etat nigérian devrait donner un coup d'accélérateur à ces 2 projets routiers initiés il y a quelques années, mais dont la mise en œuvre traîne jusqu'ici.

Le gouvernement nigérian a récemment approuvé un financement de près de 820 milliards de nairas (environ 500 millions USD) pour des projets portant sur la remise à niveau de la route Abuja-Kaduna-Kano ainsi que l'achèvement de celle reliant Bodo-Bonny à Opobo. Ces projets ont été confiés au groupe français Julius Berger. Le tronçon Bodo-Bonny-Opobo relie des localités du Sud et du Centre du pays, tandis que celui d'Abuja-Kaduna-Kano raccorde le Centre et le Nord. Il s'agit des principales routes de desserte du septen-



trion, et elles ont aussi une vocation régionale. Abuja-Kano doit en effet être transformé en autoroute à double voie, un projet retardé depuis quelques années, entre autres par une polémique sur son coût. La route fait partie intégrante du projet de corridor transsaharien Lagos-Alger initié dans les années 60 et prévoyant un réseau

de 9 routes transafricaines principales. Il doit être réalisé grâce à des financements des pays concernés et de la Banque africaine de développement (BAD). L'objectif est de fournir une interconnexion routière rapide entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Une fois effective, cette autoroute permettra, en plus d'améliorer la connectivité intérieure du Nigeria, de faciliter le mouvement des biens et des personnes, renforçant l'intégration sous-régionale et continentale.

Avec Agence Ecofin

mercredi 9 octobre 2024

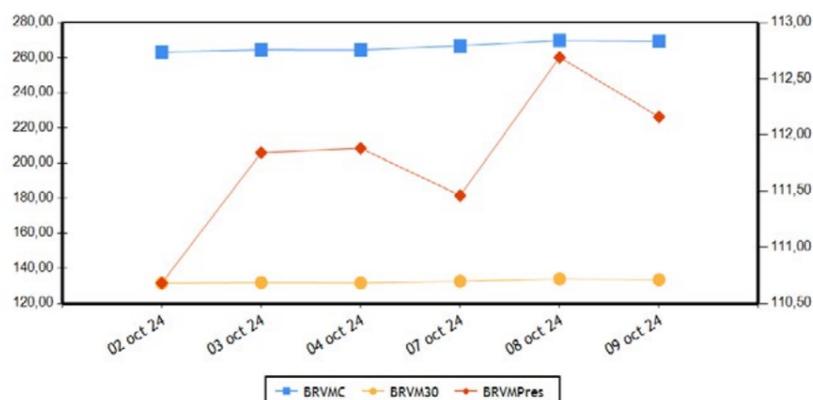
N° 193

BRVM COMPOSITE	269,31
Variation Jour	-0,15 % ↓
Variation annuelle	25,76 % ↑

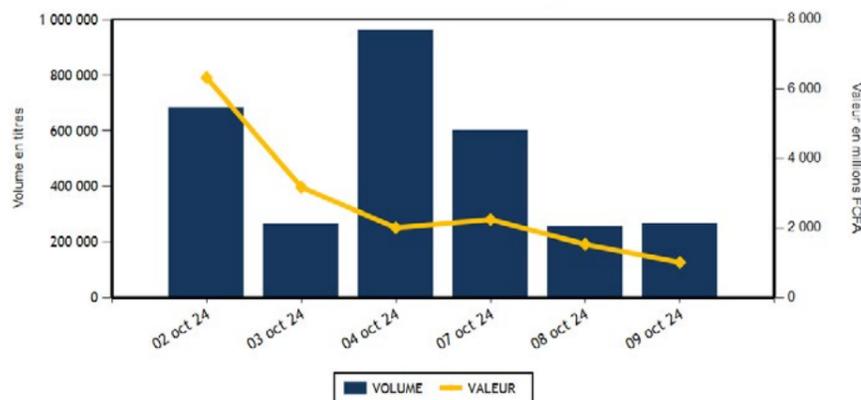
BRVM 30	133,50
Variation Jour	-0,34 % ↓
Variation annuelle	23,78 % ↑

BRVM PRESTIGE	112,16
Variation Jour	-0,47 % ↓
Variation annuelle	10,54 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 775 648 565 624	-0,15 %
Volume échangé (Actions & Droits)	245 087	24,48 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	830 416 356	-13,24 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	12	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	19	18,75 %
Nombre de titres inchangés	12	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	2 500	7,30 %	69,49 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	740	7,25 %	55,79 %
SOGB CI (SOGC)	4 560	7,17 %	39,45 %
SOLIBRA CI (SLBC)	16 600	7,06 %	90,80 %
SAPH CI (SPHC)	4 000	5,26 %	70,21 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,16	-0,47 %	10,54 %	27 323	181 803 715	8,24
BRVM-PRINCIPAL	36	134,23	0,09 %	29,12 %	217 764	648 612 641	12,55

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	129,38	1,72 %	28,06 %	64 677	413 433 410	18,66
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	723,19	-0,58 %	36,07 %	21 497	128 403 045	10,20
BRVM - FINANCES	15	100,96	-0,21 %	16,82 %	67 528	178 509 276	5,99
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	-1,65 %	7,21 %	6 251	9 147 560	4,61
BRVM - AGRICULTURE	5	190,63	4,85 %	17,99 %	49 855	61 120 190	13,50
BRVM - DISTRIBUTION	7	331,26	-0,94 %	0,93 %	34 940	39 574 520	41,65
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	826,70	-2,90 %	-25,56 %	339	228 355	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,51
Taux de rendement moyen du marché	8,75
Taux de rentabilité moyen du marché	10,55
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	155
Volume moyen annuel par séance	408 014,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 212 378 928,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	8,53
Ratio moyen de satisfaction	22,09
Ratio moyen de tendance	258,82
Ratio moyen de couverture	38,64
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	3,77
Nombre de SGI participantes	31

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Brésil

La Cour suprême ordonne la levée de la suspension de X

Les 22 millions d'utilisateurs de X (ex-Twitter) au Brésil vont désormais pouvoir se connecter à la plateforme, après la levée de la suspension par un juge de la Cour suprême mardi.

Les Brésiliens vont à nouveau pouvoir utiliser le réseau social X, après la levée mardi de la suspension infligée par un juge de la Cour suprême fin août au nom de la lutte contre la désinformation. «J'ordonne la levée de la suspension et j'autorise la reprise immédiate des activités de X sur le territoire national», peut-on lire dans l'arrêt signé par le juge Alexandre de Moraes, qui donne 24 heures à l'agence régulatrice des télécommunications, Anatel, pour rétablir l'accès à la plateforme utilisée par 22 millions de Brésiliens. Alexandre de Moraes a autorisé la réactivation de la plateforme d'Elon Musk dans le plus grand pays d'Amérique latine, considérant que toutes les exigences judiciaires avaient été remplies. Parmi celles-ci, le paiement d'amendes d'un montant total de 28,6 millions de réals (environ 4,8 millions d'euros) et la suppression de comptes soupçonnés de disséminer de fausses informations. L'ancien Twitter a également dû nommer un nouveau représentant légal au Brésil.

Désinformation

Elon Musk avait annoncé la fermeture des bureaux brésiliens de X le 17 août, tout en maintenant la plateforme en service. Le juge Moraes avait suspendu le réseau le

30 août, estimant que X avait ignoré des ordres de bloquer des comptes soupçonnés de désinformation, liés pour la plupart à l'extrême droite brésilienne, et appartenant à des blogueurs, des entrepreneurs, des journalistes ou des anciens parlementaires. Les usagers brésiliens ont toutefois eu à nouveau accès à la plateforme le 18 septembre, en raison d'une manœuvre technique qui a permis de contourner le blocage. X a expliqué que ce rétablissement de son service était un effet «involontaire» d'un changement de serveur. Mais le juge Moraes a réfuté cet argument et a infligé de nouvelles amendes, estimant que X «s'est montré récalcitrant, de façon illicite, persistante et avec l'intention de ne pas respecter les ordres judiciaires». Le lendemain, la plateforme était redevenue inaccessible au Brésil. Depuis, X s'est montré disposé à remplir les exigences de la Cour suprême, enterrant la hache de guerre après plusieurs mois de bras de fer entre Elon Musk et le juge Moraes.

«Censure»

Le milliardaire avait accusé à maintes reprises le magistrat de «censure», le qualifiant de «dictateur» et le comparant à Voldemort, le méchant de la saga Harry Potter. Le juge Moraes s'est longtemps montré inflexible, estimant



que X constituait une menace contre la démocratie et favorisant la désinformation. Une vision partagée par président brésilien de gauche Luiz Inacio Lula da Silva. Fin septembre, lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, ce dernier a affirmé que l'État ne devait «pas se laisser intimider par des individus, des entreprises ou des plateformes numériques qui se croient au-dessus des lois». Mais son prédécesseur d'extrême droite Jair Bolsonaro (2019-2022) n'a cessé de soutenir Elon Musk, criant à la «censure». Le Brésil est un pays ultra-connecté, avec plus d'un smartphone par habitant. Après la suspension, une partie des usagers de X s'était tournée vers les concurrents, Threads ou Bluesky, mais ces plateformes n'étaient pas parvenues à s'imposer totalement comme les remplaçants naturels de l'ancien Twitter.

(afp)

La Chine ne dévoile pas de nouvelles mesures de relance

«Confiante» à l'idée d'atteindre l'objectif de croissance du PIB en 2024, la Chine n'a dévoilé aucune nouvelle mesure de relance de l'économie ce lundi.

Les autorités chinoises ont assuré mardi être «pleinement confiantes» d'atteindre l'objectif de croissance du PIB en 2024, mais n'ont pas dévoilé de nouvelles mesures de relance de l'économie, décevant les marchés. «Nous sommes pleinement confiants d'atteindre les objectifs de développement économique et sociétal cette année», a affirmé Zheng Shanjie, président de la Commission nationale pour le développement et les réformes (NDR), lors d'une conférence de presse à Pékin. «Nous avons aussi pleine confiance dans la poursuite d'un développement stable, sain et durable», a-t-il ajouté. Cette conférence était très attendue, les investisseurs espérant de nouvelles mesures de relance de l'économie, dix jours après une première salve qui avait fait



bondir les Bourses.

Objectif à 5%

Mais elle a finalement déçu, les hauts responsables de la Commission n'annonçant aucune nouvelle mesure malgré les difficultés que rencontre l'économie chinoise, principalement une crise de l'immobilier et une consommation des ménages atone. La deuxième économie mondiale s'est fixée comme objectif une croissance d'environ

5% cette année, un chiffre jugé optimiste par nombre d'analystes car le pays peine à redémarrer depuis la sortie du Covid. Mardi, les Bourses de Shanghai et Shenzhen avaient ouvert en hausse de plus 10%. Mais ces gains ont été partiellement effacés, faute d'annonce majeure lors de la conférence de presse. À la mi-journée, la Bourse de Shanghai gagnait 4,8% et celle de Shenzhen 7,7%. La Bourse de Hong Kong, elle, cédait plus de 5%.

(afp)

Concurrence

Le gouvernement américain recommande des changements à Google

Le gouvernement américain suggère à Google, condamné début août pour monopole, de modifier son modèle et ouvrir son moteur de recherche à la concurrence.

Google doit modifier son modèle et ouvrir son moteur de recherche à la concurrence, a recommandé mardi le gouvernement américain avant le prononcé de la peine visant le groupe condamné début août pour monopole. Dans le document d'une trentaine de pages transmis au juge fédéral de Washington Amit Mehta, le ministère de la Justice (DOJ) évoque de possibles changements «structurels», un terme que beaucoup d'observateurs traduisent par une scission. Le même magistrat avait reconnu Google coupable de pratiques anticoncurrentielles dans la gestion et la promotion de son célèbre moteur de recherche. Le procès avait notamment mis en avant les sommes mirobolantes versées par la filiale d'Alphabet pour s'assurer l'exclusivité de Google Search auprès de fabricants de smartphones et navigateurs internet.

90% du marché mondial

Selon le site StatCounter, Google pesait, en septembre, 90% du marché mondial de la recherche en ligne et même 94% pour les smartphones. Le document publié mardi n'est qu'une version préliminaire des recommandations que le DOJ adressera au juge



Mehta, en novembre. Cette première mouture dresse une série de pistes de réformes, parmi lesquelles l'obligation qui serait faite à Google de rendre accessibles les données et les modèles de programmation utilisés pour générer des résultats via son moteur de recherche. Le DOJ envisage aussi de demander au magistrat d'interdire à Google d'utiliser ou de conserver des données qu'il refuse de partager avec des sociétés tierces. Le gouvernement américain suggère également la possibilité d'empêcher le géant technologique d'utiliser son navigateur Chrome, sa boutique d'application Google Play Store et son système d'exploitation mobile Android pour conférer un avantage à son moteur de recherche.

«Scinder Chrome et Android les détruirait»

Cette limitation des interconnexions entre les diffé-

rents produits du groupe de Mountain View (Californie) pourrait passer par des changements «structurels», le DOJ pointant ainsi dans la direction d'un éclatement. «Scinder Chrome et Android les détruirait, eux et beaucoup d'autres choses», a réagi Google dans un communiqué posté sur son site. Une séparation forcée «changerait leur modèle économique, augmenterait le coût des appareils et saperait Android et Google Play dans leur compétition avec l'iPhone et l'App Store», poursuit Google. Quant à un partage éventuel des données de recherche et des résultats avec d'autres acteurs d'internet «présenterait un risque pour la protection de vos données et votre sécurité», avance la société californienne. Pour Google, les recommandations du gouvernement américain «vont bien au-delà des questions juridiques abordées dans ce dossier».

(afp)

Sécurité alimentaire

Mérieux NutriSciences réalise la plus grosse acquisition de son histoire

L'entreprise Mérieux NutriSciences, spécialisée dans le contrôle de sécurité alimentaire, vient de racheter les activités mondiales d'analyses de Bureau Veritas pour 360 millions d'euros. Objectif, doubler sa présence en Asie-Pacifique et au Canada dans un marché global qui pèse 15 milliards de dollars.

C'est la plus grosse acquisition jamais réalisée par Mérieux NutriSciences. Cette société de contrôle de sécurité alimentaire détenue à 70% par l'Institut Mérieux a annoncé ce lundi le rachat des activités mondiales d'analyses de Bureau Veritas pour une valeur d'entreprise de 360 millions d'euros. Concrètement, l'accord concerne les activités d'analyses alimentaires en laboratoire. Autrement dit, «les analyses microbiologiques et chimiques, et tests moléculaires» de l'entreprise française Bureau Veritas, indique le communiqué de presse. L'entreprise Mérieux NutriSciences, qui réalise 800 millions de dollars de chiffre d'affaires, devrait passer le milliard de dollars



grâce à cette acquisition. Surtout, Bureau Veritas permet à Mérieux NutriSciences d'accroître sa présence géographique, en doublant notamment sa présence en Asie-Pacifique, ainsi qu'au Canada et en s'implantant en Amérique du Sud ainsi qu'en Afrique. «Nous étions insuffisamment présents en Asie Pacifique, là où il y a pourtant la majorité de la population mondiale et des enjeux de qualité alimentaire importants. Surtout, nous avons une croissance dans cette zone géographique

avant cette acquisition qui était le double de la moyenne mondiale», précise Nicolas Cartier, directeur général de Mérieux NutriSciences à La Tribune. En outre, Bureau Veritas a une forte expertise sur les contrôles laitiers, l'aquaculture ainsi que l'alimentation animale. La transaction devrait être finalisée d'ici la fin du quatrième trimestre 2024, sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires dans certaines régions.

Avec latribune.fr

Liste des événements à caractère économique de 2024

EVENEMENTS	PERIODES	LIEUX / CONTACTS	ORGANISATEURS
1 ^{ère} édition du Forum Economique et Culturel des Africains Francophones de l'Amérique (FECAF 2024)	15 au 17 août 2024	New-York (USA) +1 (347) 908-1527/ + 1(845)288-0858 (+225) 27 22216 801	Obled Corporation 259 Wintrop St, Brooklyn NY11225 et Findeo (Côte d'Ivoire)
Forum d'Afreximbank	07 au 06 septembre 2024	Dakar Sénégal	Afreximbank et GIABA
Salon EMEC EXPO 2024	11 au 13 septembre 2024	Foire Internationale de CASABLANCA OFEC	
4 ^{ème} édition du Salon Africain de l'Education (SAED)	15 au 22 septembre 2024	Grande Esplanade de l'Hôtel de Ville de Yaoundé Email: saed@jusa.africa Tél : 670 361 082 / 690 621 036 / 620 241 133	La JUSA et ses Partenaires
Forum Investir en Guinée	18 septembre 2024 en ligne		
Forum Transport de la BAD	18 au 19 septembre 2024	Abidjan Côte d'Ivoire Sofitel Hôtel	
Nairobi : Africa Forum 2024	24 au 25 septembre 2024		BII Global
2 ^{ème} édition du Salon des Séniors	07 au 09 novembre 2024	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCI-BENIN) +229 97 09 64 17 / +229 60 91 78 00 Email : leconomistbenin1@gmail.com www.leconomistebenin.com	L'Economiste du Bénin
Africa Financial Summit AFIS 2024	09 au 10 décembre 2024	Casablanca Maroc	Groupe Jeune Afrique

NB : Pour la publication de vos événements Foire, Salon, journées porte ouverte dans la présente rubrique, veuillez contacter le 60917800/69190880

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site web : www.leconomistebenin.com

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation matérielle ne se consolidera que lentement. Inutile de vous démener dans l'espoir d'une amélioration spectaculaire. Il sera dans votre intérêt de montrer patient et persévérant. "Petit à petit, l'oiseau fait son nid" (proverbe français).

Taureau Jupiter, le maître de la chance, influencera votre secteur argent. Vous devriez donc avoir droit à un Ciel parfaitement dégagé sur le plan financier. Si votre situation n'est pas très florissante, ne vous découragez pas : une amélioration est en vue. Si vous êtes à l'abri du besoin, essayez de mettre de l'argent de côté. Grâce aux bons influx de Jupiter, vous saurez faire les bons choix et bénéficierez de conseils avisés concernant un placement ou un investissement.

Gémeaux Surveillez vos dépenses. Vous serez en proie à des tentations ruineuses, et vos économies n'y survivraient pas. Evitez de feuilleter des catalogues de vente, ou de faire du lèche-vitrine. Laissez vos chèquiers et cartes de crédit en lieu sûr, ne les amenez pas avec vous.

Cancer Uranus sera bien aspecté : voilà qui vous permettra d'utiliser efficacement vos dons en matière d'argent. Si vous tirez le diable par la queue, vous trouverez enfin des solutions valables pour équilibrer votre budget. Pour ceux qui disposent déjà d'un pactole, grand ou petit, ce sera la journée idéale pour le faire fructifier au mieux. Prenez rendez-vous sans attendre avec votre banquier.

Lion Cet aspect de Neptune vous vaudra une certaine protection en matière financière. Si vous êtes endetté, ce sera le moment de négocier un étalement de vos remboursements. De même, si vous souhaitez modifier vos placements ou réinvestir, cette journée sera favorable pour vous y prendre.

Vierge L'influence de Jupiter en cet aspect s'exercera. Evitez les dépenses inconsidérées. De plus, les problèmes d'argent risquent d'entraîner des disputes avec votre conjoint. Attention !

Balance Grâce aux influx bénéfiques de Mercure, vous pourrez bénéficier de sympathies et d'appuis utiles venant de personnes de l'autre sexe. Dans certains cas, et si vous savez vous montrer assez diplomate, cela pourra se traduire par des bénéfices matériels non négligeables.

Scorpion Jupiter accroîtra sensiblement vos ressources. Son influence pourra correspondre à l'obtention d'une prime quelconque. Mais, comme plus souvent il joue sur des rentrées qui ne dépendent pas directement de votre travail personnel, il peut indiquer dans certains cas la promesse ou l'arrivée d'un héritage et, dans d'autres, l'obtention d'une bourse, ou encore l'amélioration d'une retraite, d'une pension.

Sagittaire Sous l'impact d'Uranus et de Neptune, deux mastodontes du Ciel, votre vie financière pourra évoluer très positivement. Mais attention, il vous faudra éviter de vous montrer trop impulsif sous l'influence d'Uranus. Réfléchissez avant de prendre des décisions importantes.

Capricorne Avec cet aspect de Saturne, le secteur financier sera fragilisé. Vous ne risquerez aucune catastrophe, mais vous feriez tout de même bien de vous mettre dans la tête que l'heure sera aux économies et non aux achats ruineux.

Verseau La planète Jupiter sera bien aspectée tout au long de la journée : voilà une aubaine ! Vous serez en effet protégé par la chance, et devriez pouvoir arrondir en beauté vos prochaines fins de mois. N'hésitez pas à demander une prime quelconque, vous aurez toutes les chances, cette fois, d'obtenir gain de cause.

Poisson Plus que jamais vous serez tenté de gérer vos finances à coups d'inspiration. Mercure en sera partiellement responsable, il faut bien le reconnaître. Il vous faudra beaucoup de maîtrise de vous-même pour résister à vos impulsions déraisonnables, pour ne pas jeter votre argent par la fenêtre.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



**Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

4ème session ordinaire de Kozah 1

Les travaux consacrés à l'étude du budget primitif

Le conseil municipal de la commune Kozah 1 a ouvert le lundi 7 octobre à Kara, les travaux de sa 4ème session ordinaire de l'année, consacrés à l'adoption de son budget primitif et celui de la régie municipale des marchés de Kara, exercice 2025.

La session se déroule en deux étapes. La première prendra fin le 9 octobre et est consacrée aux échanges sur les orientations budgétaires relatives aux projets prioritaires inscrits dans le plan de développement communal (PDC). Elle va permettre à la commission d'élaboration du budget et aux services financiers, de donner une meilleure forme aux projets de budgets de la commune et de la régie municipale des marchés. Les projets prioritaires concernent la lutte contre les changements climatiques, l'assainissement et la voirie de la ville de Kara, le dégageant de la décharge près de la centrale électrique de la CEET, l'ouverture et le chargement de certaines voies d'accès, ainsi que la construction d'ouvrages de franchissement et des infrastructures marchandes. La



seconde phase débute à partir du 5 novembre prochain et permettra aux conseillers municipaux d'adopter les deux documents budgétaires. A l'ouverture des travaux de cette session ordinaire, le représentant du préfet de la Kozah, M. Hassim Maliawai Magloire a félicité le conseil pour le respect du calendrier de la tenue de toutes les sessions conformément à la dernière version de la loi portant sur la décentralisation et les libertés locales. Le maire de la commune Kozah 1, Pidabi Pawoubadi a d'abord rappelé que le budget de

2024 en cours d'exécution, s'équilibre en recettes et dépenses y compris le budget supplémentaire, à la somme de 661.532.510 Fcfa, ainsi que celui de la régie municipale des marchés chiffré à 131.085.849 Fcfa dont le budget supplémentaire. « Le budget primitif ne pourra à lui seul permettre de régler les multiples préoccupations des concitoyens, nous allons poursuivre la dynamisation de la coopération décentralisée et des relations de partenariats avec les institutions nationales et internationales », a souligné M. Pidabi.

Avec ATOP/BAK/TAL/KYA

Amou/Education

Les orphelins de la préfecture bénéficient de kits

L'ONG Association lumière des enfants déshérités du Togo (ALED-Togo) basée à Lomé, a débuté une tournée de distribution de kits scolaires aux orphelins des trois (03) communes de la préfecture d'Amou, le lundi 7 octobre.

Composés entre autres de cahiers, d'ardoises, de crayons, de paquets de craie, de stylos, d'ensembles géométriques, et de tissus kaki, ces kits sont destinés à 520 élèves orphelins, parrainés par l'ONG depuis huit ans. Le but est de leur permettre de poursuivre leur année scolaire en toute quiétude. Il est question pour ALED Togo de donner les mêmes chances aux enfants démunis et orphelins, que leurs camarades, afin qu'ils puissent émerger et devenir des élites pour la nation. Outre le don de fournitures aux écoliers parrainés, l'ONG ALED-Togo offre également durant sa tournée, des vivres et vêtements aux personnes âgées et celles en situation de handicap. Le directeur de l'EPP Amlamé 2, Aziagbé Yao a exprimé sa gratitude au donateur pour ce geste qui cadre avec la



politique du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et du gouvernement en matière d'éducation pour tous. Il a demandé à d'autres bonnes volontés d'emboîter le pas de l'ONG, car dit-il « beaucoup d'enfants sont toujours dans le besoin, et attendent une lueur d'espoir pour aller à l'école ». Le représentant de ALED-Togo, Batchassi Papa a demandé aux bénéficiaires de cultiver l'excellence pour obtenir de bons résultats afin d'amener sa structure à les

accompagner encore plus dans leur prise en charge. Il a exhorté les acteurs communautaires et le corps enseignant à accorder une attention particulière aux enfants orphelins en vue de les aider à se sentir considérés comme les autres. M. Batchassi a remercié les partenaires dont les appuis multiformes ont permis la réalisation de cette activité. Mlle Haffikpessi Antoinette, bénéficiaire, est heureuse d'avoir bénéficié de ce don qui va l'aider à donner le meilleur d'elle-même dans ses études. Elle a imploré la bénédiction divine sur l'ONG qui la parraine afin que celle-ci poursuive sa mission pour le bonheur de tous les enfants nécessiteux. Créée en 2011, ALED-Togo vise l'épanouissement des enfants orphelins, la protection des enfants de rues, des veuves et des personnes âgées.

Avec ATOP/AKA/JK/KYA

Manchester City

Le départ de Pep Guardiola pourrait se préciser

Le départ de l'entraîneur catalan semble être plus que probable. En fin de contrat en juin prochain, Guardiola a reçu une nouvelle en interne qui pourrait tout changer pour son avenir chez les Sky Blues.

C'est un secret de polichinelle, mais le contrat de Pep Guardiola avec Manchester City prendra fin le 30 juin 2025. Et depuis qu'il est officiellement entré dans sa dernière année, le tacticien catalan maintient un suspense irrespirable quant à son avenir. «Je dois réfléchir à ce que je vais faire de ma vie, si je veux continuer ici, si je veux faire une pause, si je veux entraîner une équipe nationale ou non. Je suis très excité par la saison, car je vois des choses qui me plaisent. C'est un nouveau défi, voir si nous pouvons battre notre propre record», avait même déclaré Guardiola lors d'un point presse datant du mois d'août. Une information, dévoilée hier dans les colonnes de The Athletic, pourrait bel et bien changer toute la trajectoire des Cityzens mais surtout le maître d'orchestre de ce fabuleux projet sportif entamé avec l'arrivée de Pep Guardiola en 2016. En effet, directeur sportif de Manchester City depuis 2012, Txiki Begiristain a décidé de ne pas poursuivre son aventure en Angleterre après l'été prochain. Il va néanmoins travailler en collaboration avec son remplaçant pour la seconde moitié de cette saison pour assurer une transition en douceur à la fin de la campagne. Sous sa gouvernance, les Citizens auront remporté de nombreux titres, dont la fameuse



Ligue des Champions en 2023. C'est une page qui se tourne à Manchester City. Il avait initialement prévu de se retirer des opérations à l'âge de 55 ans, mais il avait décidé de s'investir dans le projet quelques années de plus, prolongeant ainsi son départ jusqu'à son 60e anniversaire. Il estime aujourd'hui que son temps au sein du club est arrivé à son terme et la direction du club semble soutenir sa décision. La direction serait parvenue à un accord pour nommer un remplaçant, qui devrait entrer en fonction au début de l'année 2025.

La perte de son bras droit change la donne

Selon les dernières informations de la presse britannique, Quique Cárcel, actuel directeur sportif de Gérone, était l'un des candidats possibles pour remplacer Begiristain, qui a joué un rôle essentiel dans le succès de City au cours des 12 dernières

années, mais il aurait déjà décliné l'offre. Hugo Viana, directeur sportif du Sporting Lisbonne, est également sur la liste. Txiki Begiristain est l'un des amis les plus proches de Pep Guardiola et son départ intervient dans un contexte d'incertitude quant à l'avenir du manager de Manchester City, dont le contrat expire à la fin de la saison. En tant que joueur, l'entraîneur catalan a joué aux côtés de Begiristain à Barcelone et depuis que les deux hommes ont rattaché les crampons, ils ont développé une solide relation professionnelle et une forte amitié. Les deux hommes passent du temps ensemble à Manchester et ils possèdent même un restaurant dans le centre-ville. Un départ aussi symbolique que celui de Txiki Begiristain pourrait ainsi marquer le début de la fin logique de Pep Guardiola. Ce dernier risque de réfléchir intensément dans les prochains mois.

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Country, Value, Country, Value. It compares Togo's trade and economic indicators with Senegal, Nigeria, and the USA/Mali. It includes data on exports (transport equipment, energy, medicines, vehicles, polymers) and imports (energy, medicines, vehicles, polymers).

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LIGNE S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bbline.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀